

Pour une politique cohérente en matière d'asile et de migration



CHRISTIAN KUNSCH, PRÉSIDENT DU MOUVEMENT OUVRIER CHRÉTIEN

Carte blanche

Le camp de réfugiés du Parc Maximilien montre une dichotomie entre une certaine classe politique qui jette de l'huile sur le feu et l'extraordinaire élan de solidarité des citoyens.

Le camp de réfugiés du Parc Maximilien montre une dichotomie entre une certaine classe politique qui jette de l'huile sur le feu et l'extraordinaire élan de solidarité des citoyens.

L'implantation du camp de réfugiés du Parc Maximilien et l'extraordinaire élan de solidarité qu'il a suscité démontrent la dichotomie entre une certaine classe politique qui jette de l'huile sur le feu en usant et abusant de petites phrases populistes et une mobilisation citoyenne spontanée qui va à rebours des sentiments colportés par certains sur les réseaux sociaux.

Avant tout, pourquoi ne pas couper les ailes à la désinformation ambiante qui circule sur ces mêmes réseaux sociaux et la plupart des forums de la presse en ligne ? Une désinformation amplifiée par le silence assourdissant de nos principaux responsables politiques qui, tétanisés, se refusent à crier haut et fort une vérité : celle des chiffres. Aujourd'hui, l'Europe accueille seulement 8 % des réfugiés dans le monde. Cela fait 1 réfugié pour 1000 habitants. En Belgique, il y a un réfugié pour 700 habitants. Au Liban, il y a 1 réfugié pour 4 habitants. Au monde, les pays qui accueillent le plus de réfugiés sont le Pakistan, la Turquie, le Liban, la Jordanie... La peur d'être envahi par les réfugiés est donc irréaliste et ne constitue qu'un mythe.

Un autre mythe est à combattre : ce n'est pas la volonté de profiter de « conditions généreuses » qui poussent ces populations à prendre la route ou la mer. Non, c'est la survie. L'immense majorité de celles et ceux qui quittent leur maison, leur boulot, leur famille... quitte des régions dévastées par la guerre et toutes les horreurs qui l'accompagnent (bombardements, pillages, exécutions, viols...).

Il s'agit donc d'un devoir d'humanité que de répondre à cette détresse. Mais au-delà de l'urgence, il est grand temps de construire, à tous les niveaux de pouvoir, une politique cohérente visant l'accueil et l'intégration à plus long terme. Au cours des dernières années, l'Europe, pourtant impliquée de diverses manières dans l'origine de certains conflits, a, avant tout, cherché à fermer ses frontières. Les conséquences ont été la prolifération de filières de « passeurs » qui ont trouvé là de juteuses opportunités, mais aussi et surtout, provoqué la mort de milliers de candidats à l'exil. La fermeture des frontières est la plus mauvaise des solutions. Au lieu de cela, il est impératif que chaque Etat de l'Union européenne applique à la lettre la Convention de Genève. Car aucun pays ne peut mener une politique efficace tout seul.

Une première piste de solution consiste simplement à activer une mesure déjà existante : la directive sur la protection subsidiaire qui consiste à mettre en place des dispositifs exceptionnels en cas d'arrivée massive de personnes ne pouvant rentrer dans leur pays. Pour ensuite imaginer une juste répartition entre les Etats, il faut abroger les « critères du règlement Dublin » qui prévoient que le premier pays d'entrée devient celui qui est chargé d'examiner la demande d'asile. La création d'un statut uniforme pour les demandeurs d'asile dans toute l'Europe permettrait également de stopper une concurrence négative entre Etats dans l'accueil des réfugiés. Enfin, l'Europe doit également stopper le très coûteux système de « FRONTEX » qui veut transformer l'Europe en une forteresse, tout en cessant ses coups de ciseaux dans les budgets consacrés à l'Aide au développement.

En Belgique, ces dernières années, et tout spécialement depuis la mise en place du nouveau gouvernement fédéral, de nombreuses places d'accueil ont été supprimées. Dans la même veine, les associations qui assurent l'encadrement des demandeurs d'asile grâce à un travail de terrain interdisciplinaire (service social, soutien psychologique, aide juridique à la procédure...) ou spécialisé, ont vu leurs moyens diminuer drastiquement. Cette absence de vision est consternante.

Car cette crise de l'asile était prévisible. Il est donc grand temps de renforcer les moyens de Fedasil, des associations qui assurent l'accueil, des CPAS (avec les Initiatives locales d'accueil) et d'utiliser toutes les infrastructures adéquates existantes. Il est également urgent de prévoir et d'appliquer un plan de répartition obligatoire sur l'ensemble du pays permettant l'implication de tous les niveaux de pouvoir, y compris les communes.

Pour conclure, il est essentiel de rappeler qu'une politique cohérente en matière d'asile ne peut se limiter à des solutions dans les périodes de crise. Il existe, chez nous, depuis des années des sans-papiers qui attendent légitimement un permis de séjour et de travail. Régulariser leur situation pour leur permettre un véritable envol sur le sol belge est une nécessité dans le cadre d'une politique d'asile et d'intégration efficace, rapide et équitable.

C'est ce volontarisme que l'on attend du gouvernement fédéral, mais aussi de chaque responsable politique, qu'il agisse au niveau communal, régional, communautaire ou européen. Pour ce faire, la première étape consiste à cesser de souffler sur les braises du populisme. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker a fait un courageux premier pas en ce sens. C'est maintenant au Conseil des ministres européens qui se réunit ce lundi de lui emboîter le pas.